

Des hackers chinois cibleraient les intérêts américains

Selon des informations confirmées par plusieurs agences de presse, des hackers chinois viennent de lancer une attaque massive contre les systèmes web du département du commerce américain (DOC).

Pour *The Register*, les spécialistes de la sécurité reconnaissent que les attaques provenaient de plusieurs ordinateurs localisés dans la province de Guangdong.

Ils sont suspectés de plusieurs tentatives d'intrusion dans les systèmes informatiques de plusieurs institutions sensibles des Etats Unis dont le bureau de l'export technologique du DOC.

D'après l'AFP, les consultants américains en charge de l'affaire, ainsi que des officiels du gouvernement US ont reconnu que : « *ces assauts avaient au moins obtenu l'aval tacite du gouvernement chinois pour mener ses actions.* »

Suite à ces attaques, le Bureau de l'Industrie et de la Sécurité, le BIS, qui est en charge des exportations technologiques des US (ndlr : commerciales et militaires) a été contraint de procéder à une révision complète de son écosystème. Le montant de cette mesure n'a pas été communiqué.

Les informations stockées dans les systèmes du DOC sont particulièrement sensibles. L'on trouve parmi ces documents, les noms des exportateurs et des clients.

« *Le BIS a découvert un effort soutenu pour obtenir un log in pour accéder à ses comptes utilisateur* » explique Richard Mills porte-parole du DOC.

« *Les mesures nécessaires ont été prises et aucun vol de données n'est à signaler* » ajoute Mills.

Mills n'a pas nommé la Chine comme étant la source de ces tentatives d'intrusion. Cependant, il a expliqué que pour l'instant, le gouvernement américain et les experts en sécurité évoquaient « *une origine chinoise* ». Et ce ne serait pas la première fois que des pirates de l'empire du Milieu sont accusés de piratage contre les USA (lire nos articles).

Ces activités sèment le doute aux États-Unis et la sanction risque d'être d'ordre économique avec la suspension de plusieurs contrats sous « *le prétexte de sauvegarder les intérêts nationaux et d'assurer la protection des citoyens américains.* »